

Nicolas Bricas, Cirad, UMR Moisa, Montpellier

28 janvier 2011

La FAO annonce en janvier 2011 une nouvelle hausse de prix sur les marchés internationaux avec un indice<sup>1</sup> à 215 en décembre 2010 qui atteint les records de mars et juin 2008. Cet indice avait alors atteint la cote de 213,5. Cette hausse est surtout imputable à la flambée des prix du sucre (398 en décembre 2010 contre 192 en février 2008), des huiles (263 en décembre 2010 contre 283 en juin 2008) et de la viande (142 en décembre 2010 contre 123 en mars 2008). L'indice des prix des céréales, produits auxquels sont très sensibles les consommateurs vulnérables de pays largement importateurs, finit l'année 2010 à 238 alors que cet indice s'établissait autour de 270 de février à juin 2008 (Figures 1 & 2). Pour le riz (Figure 3), produit encore plus sensible, l'indice en décembre 2010 (243) reste inférieur à la moyenne annuelle 2008 (305) qui avait connu un pic très élevé en mai de cette année là (463,5). La hausse des prix des céréales est donc pour l'heure de moindre ampleur que celle de 2008, même si la tendance est nettement à la hausse.

Les effets de cette hausse sur les consommateurs des pays pauvres dépendent de deux phénomènes :

- Le premier est la possibilité pour les pays importateurs de limiter la hausse des prix des produits importés sur leurs marchés intérieurs pour protéger leurs consommateurs. Des mesures telles que la réduction des taxes à l'importation, le relâchement de stocks, la substitution par des produits similaires de moindre qualité permettent d'atténuer les effets d'une hausse des prix des produits importés. Encore faut-il que les pays disposent des marges de manœuvre pour prendre de telles mesures. Or celles-ci ont été en partie exploitées lors de la crise de 2008 et n'ont pas été complètement reconstituées. Par exemple, les taxes sur les importations n'ont pas été complètement réinstaurées après avoir été supprimées ou atténuées en 2008 ; on ne dispose pas d'informations fiables sur les niveaux de stocks, en particulier chez les commerçants ; la qualité des produits a déjà baissé depuis 2008 et la marge de manœuvre pour trouver des substituts de plus bas de gamme est réduite. A défaut de pouvoir atténuer les prix sur les marchés intérieurs, les pays peuvent mettre en œuvre des filets de sécurité pour soutenir l'accès des plus vulnérables aux produits de base. Là encore, la marge de manœuvre des pays affectés par la crise financière s'est restreinte.

- Le second phénomène qui détermine l'impact de la hausse des prix internationaux sur les consommateurs est la transmission de la hausse des prix des produits importés sur les prix des produits locaux. Par effet de substitution, la demande en produits importés dont les prix augmentent peut se reporter sur les produits locaux et entraîner leur hausse. Cette substitution s'opère d'autant mieux que l'alimentation est diversifiée et que les consommateurs savent passer facilement par exemple du riz importé au maïs ou au manioc locaux. Dans les pays à régimes alimentaires moins diversifiés, les substitutions s'opèrent d'avantage pour un même produit (par exemple entre le riz importé et le riz local) qu'entre des produits différents (par exemple entre le blé ou le riz importés et le mil ou le sorgho locaux). Sur le continent africain, particulièrement vulnérable aux hausses de prix, les importations ne dominent les régimes alimentaires que dans un nombre limité de pays. La plupart ont vu se développer une production alimentaire qui assure la base de la nourriture de la majorité de la population, y compris en ville. Maïs, sorgho, mil, manioc, igname, patate douce, banane plantain, niébé, viande, poisson, huiles, légumes, etc. sont devenus des cultures largement commercialisées vers les marchés urbains. Ces productions alimentaires en 2008 et 2009 ont été plutôt bonnes, voire exceptionnelles dans certains pays, et on

---

<sup>1</sup> Cet indice est établi à partir de la moyenne des indices de 5 catégories de produits (céréales, viandes, produits laitiers, graisses et huiles, sucre) pondérés en fonction de la part moyenne à l'exportation de chacune des catégories de produits pour la période 2002-04.

peut espérer que les prix de ces produits locaux restent relativement stables. Pour le moment, on n'observe pas encore de hausse sensible des prix alimentaires sur les marchés intérieurs, que ce soit pour les produits importés ou les produits locaux. Mais il faut toujours un certain délai avant de voir une répercussion sur les prix domestiques, le temps de renouveler les stocks.

Cela dit, si une hausse des prix aux consommateurs devait s'amorcer dans les semaines qui viennent et même si elle devait être de moindre ampleur qu'en 2008, elle interviendra sur une population plus vulnérable qu'en 2008. Depuis deux ans, le niveau de prix des produits alimentaires de base est resté nettement plus élevé que les années précédentes, même si le pic est passé. Les prix mensuels au consommateur du riz importé sur les marchés des capitales de pays d'Afrique de l'Ouest (Figures 4 à 11) restent plus élevés qu'avant la crise de 2008, même s'ils sont redescendus en 2009. Dans certains pays (Côte d'Ivoire, Guinée), la hausse aurait même tendance à reprendre.

L'analyse de l'évolution des prix des principaux produits amylicés locaux (variable selon les pays en fonction des habitudes alimentaires) (Figures 12 à 20) ne révèle pas un effet général de report de la hausse des prix des produits importés en 2008 sur le prix de ces produits locaux. L'instabilité des prix de ces derniers reste en grande partie liée à des causes internes de conditions climatiques et de fonctionnement des marchés.

Les consommateurs urbains ne sont pas les seuls à subir de fortes hausses de prix des produits importés. Les producteurs ruraux achètent désormais des produits alimentaires, notamment lorsqu'ils se consacrent largement à des cultures d'exportation. Ces dernières ont vu leurs prix sur les marchés internationaux nettement augmenter ces derniers mois (Figures 21 à 27). Cette hausse est spectaculaire pour le coton, le café le soja et l'huile de palme. Elle devrait donner un peu de marge de manœuvre aux producteurs si le prix d'achat de leurs produits a effectivement augmenté. C'est ce qu'on peut supposer même si les intermédiaires auront, comme souvent, absorbé une partie de cette hausse. On sait malheureusement peu de choses à l'heure actuelle sur la transmission de cette hausse des prix internationaux sur les prix aux producteurs.

Enfin, rappelons que la crise de 2008 et les émeutes qu'elle a entraînées ne sont pas imputables seulement à la flambée des prix alimentaires mais aussi à celle du pétrole et donc de l'essence et du gas oil. Sans encore atteindre les niveaux de 2008, la hausse continue du prix du pétrole depuis mai 2010 (Figure 27) laisse craindre une nouvelle envolée.

***En résumé, la hausse apparaît pour le moment de moindre ampleur qu'en 2008 dans les risques qu'elle fait courir aux consommateurs. Mais elle intervient dans un contexte d'une plus grande vulnérabilité de la population face aux hausses de prix. Celle-ci souffre depuis 2008 de prix qui sont restés élevés. La crise de 2008 n'a pas donné le moindre espoir d'une amélioration de la situation à une population déjà fragile et désormais à bout. Il n'y a pas eu de créations massives d'emplois et de revenus depuis 2008 qui auraient permis de soutenir le pouvoir d'achat, bien au contraire. La crise financière a affecté les pays pauvres et les transferts financiers des émigrés employés dans les pays riches. La situation reste donc à haut risque d'autant que le scénario 2008 semble se reproduire. Comme pour Haïti en 2008, les émeutes en Tunisie sont parvenues à faire tomber le gouvernement. Relayé mondialement, cet exemple peut contribuer à une déstabilisation similaire dans d'autres pays à forte tension sociale.***

De tels constats incitent à suivre de près la situation, pas seulement concernant l'évolution des prix internationaux, mais surtout concernant d'une part les prix des produits de base quotidiens (alimentation et énergie) sur les marchés intérieurs et d'autre part les facteurs déterminant l'accès à l'alimentation. Car comme en 2008, le risque de crise n'est pas dû à une pénurie mondiale d'aliments, mais à la vulnérabilité et la détresse de la population paupérisée.

Figure 1 : Prix du blé sur le marché à terme



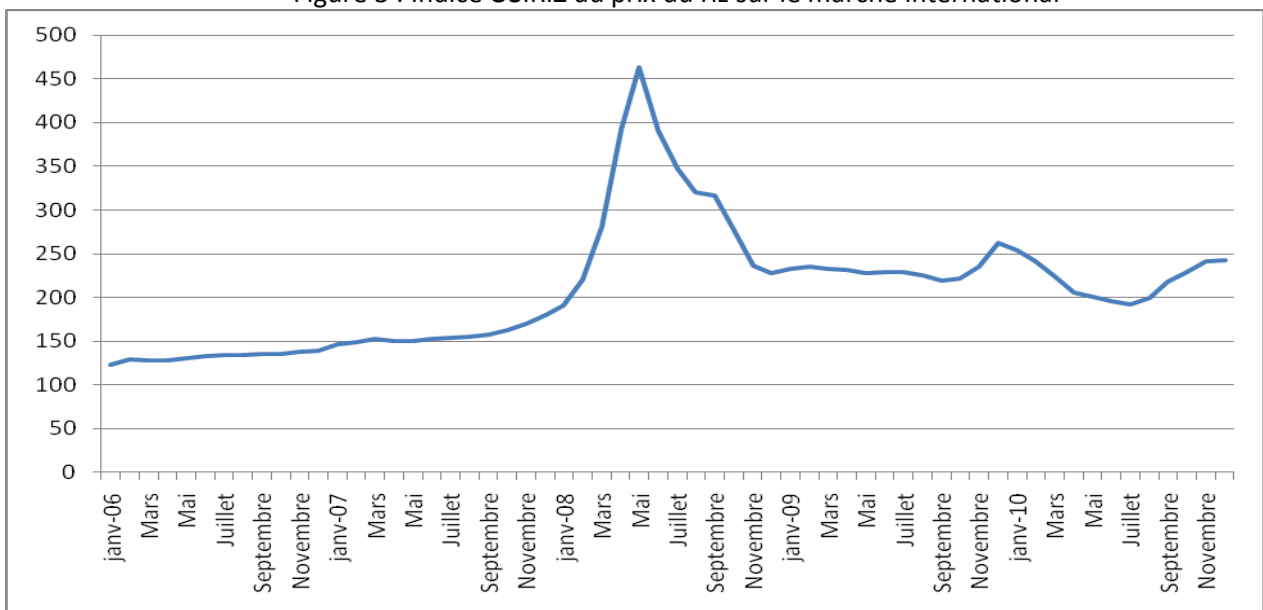
(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)

Figure 2 : Prix du maïs sur le marché à terme



(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)

Figure 3 : Indice OSIRIZ du prix du riz sur le marché international



Source OSIRIZ

Figure 4 : Prix du riz importé sur le marché Dantokpa (Cotonou, Bénin)

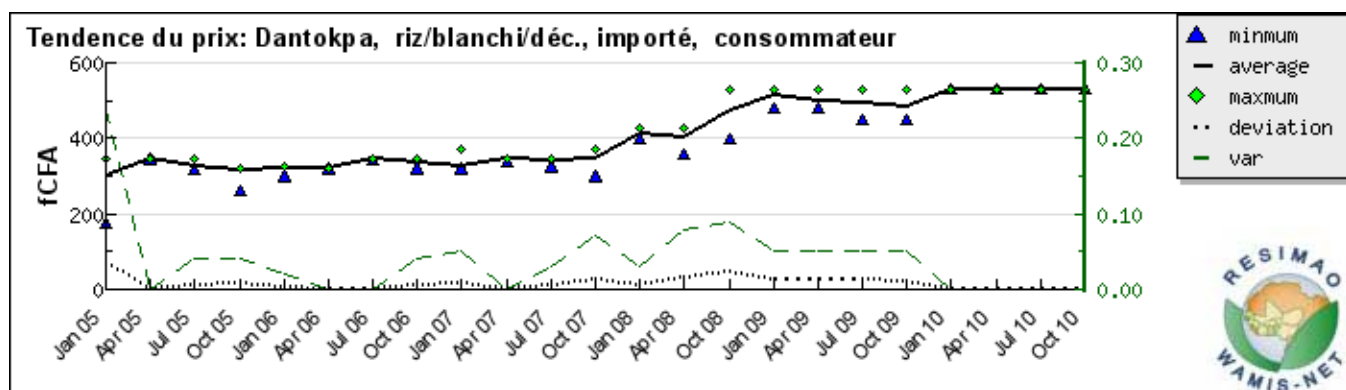


Figure 5 : Prix du riz importé sur le marché Sankaryaré (Ouagadougou, Burkina Faso)

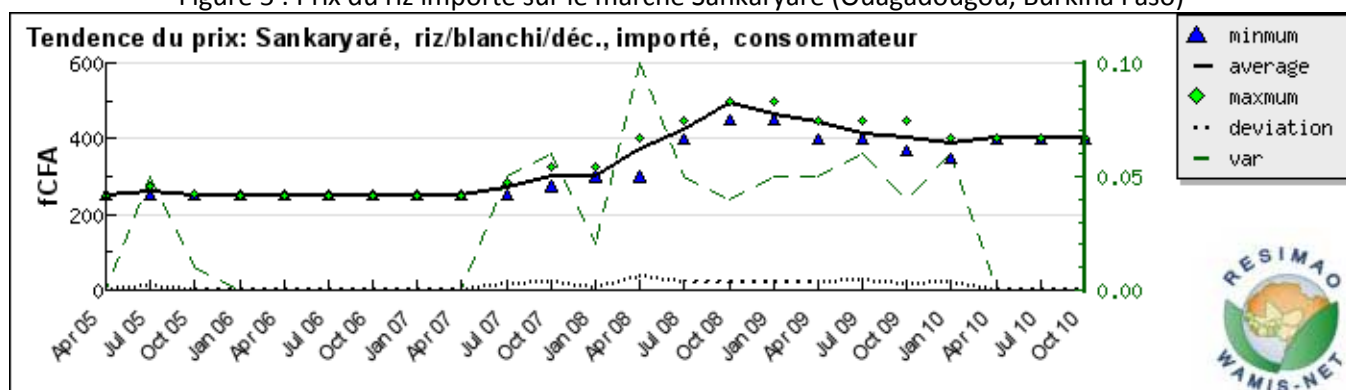


Figure 6 : Prix du riz importé sur le marché Niénéta (Bobo-Dioulasso, Burkina Faso)

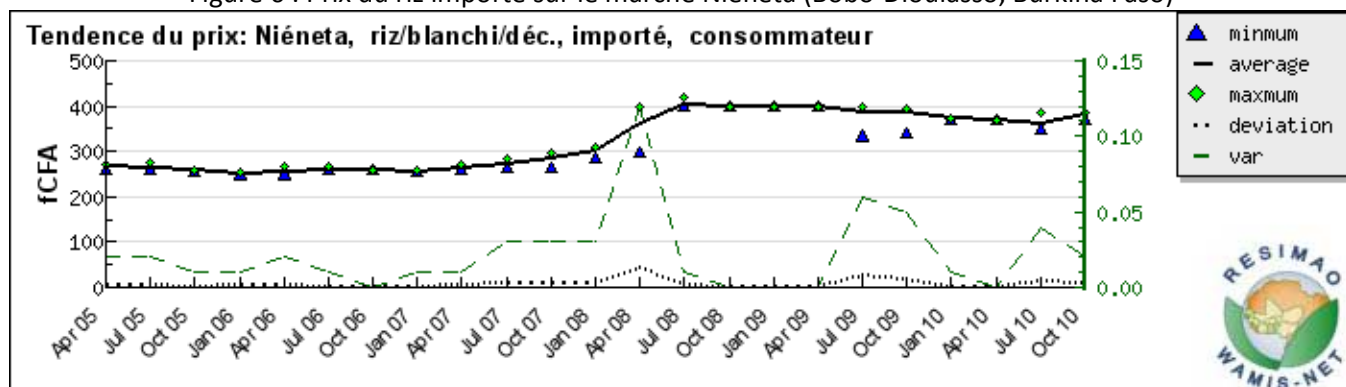


Figure 7 : Prix du riz importé sur le marché Belleville (Abidjan Treicheville, Côte d'Ivoire)

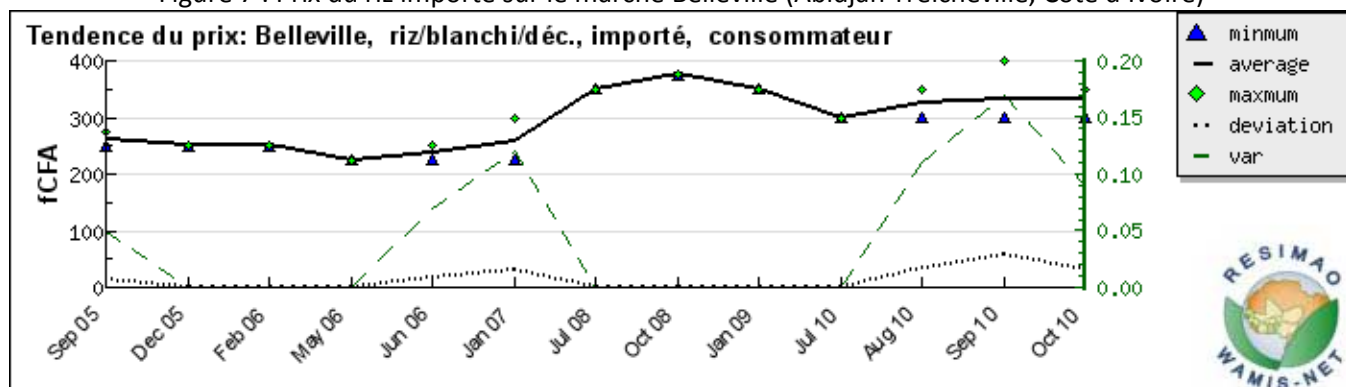


Figure 8 : Prix du riz importé sur le marché Madina (Conakry, Guinée)

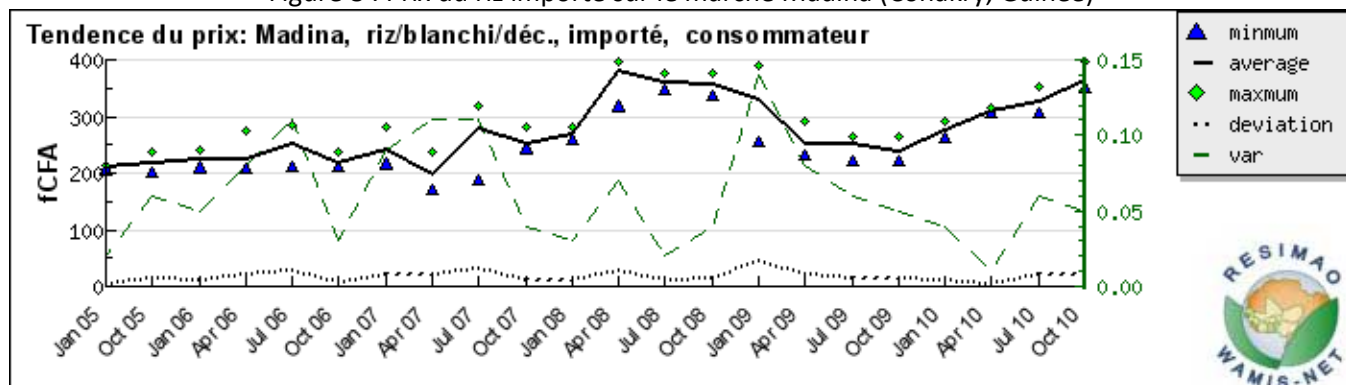


Figure 9 : Prix du riz importé sur le marché Niarela (Bamako, Mali)

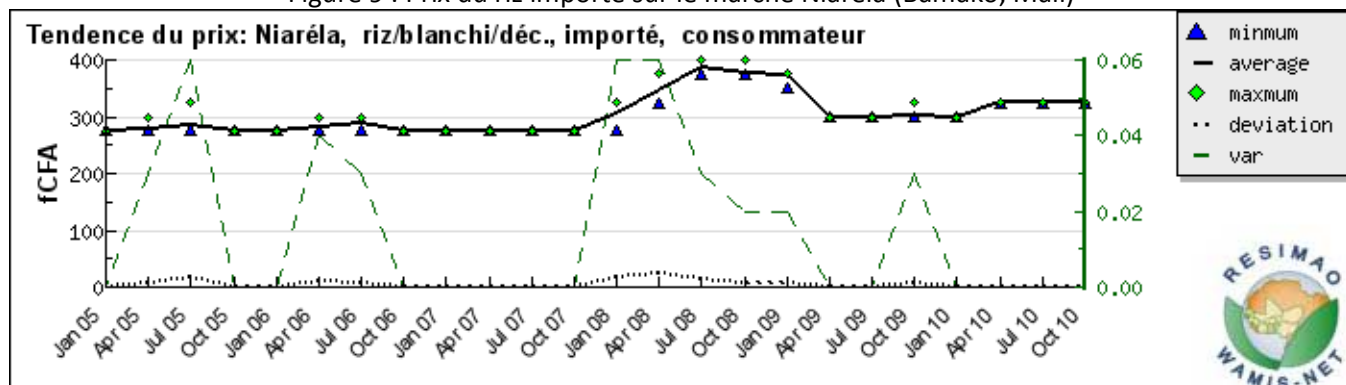


Figure 10 : Prix du riz importé sur le marché Katako (Niamey, Niger)

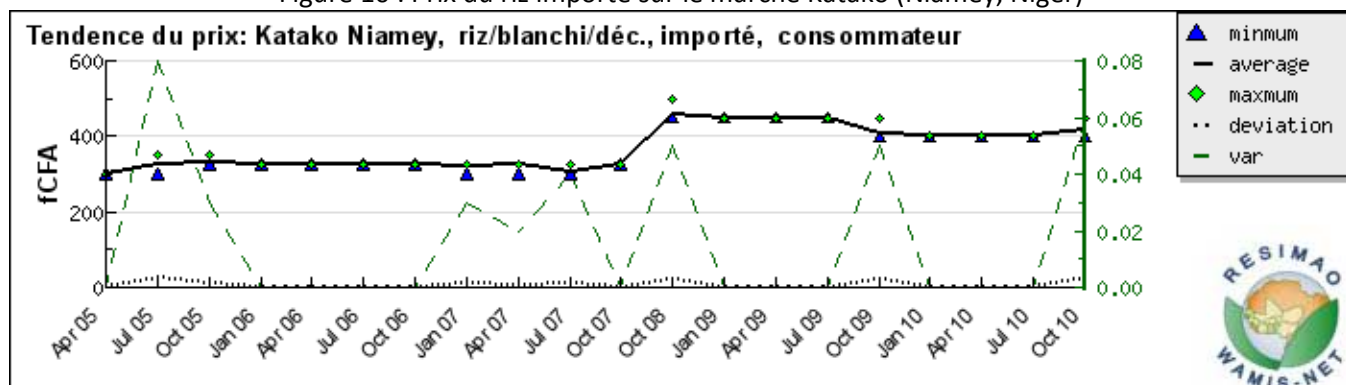


Figure 11 : Prix du riz importé sur le marché Tilène (Dakar, Sénégal)

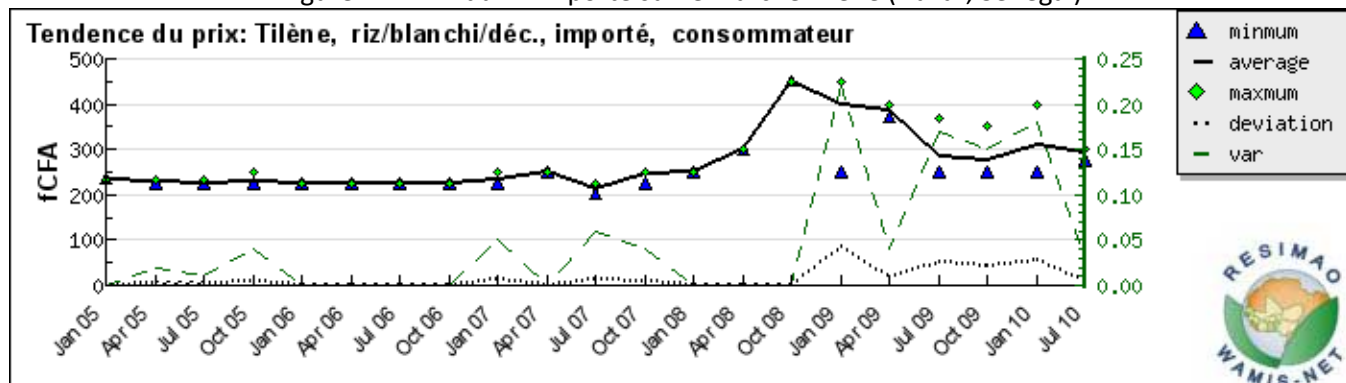


Figure 12 : Prix du maïs blanc local sur le marché Dantokpa (Cotonou, Bénin)

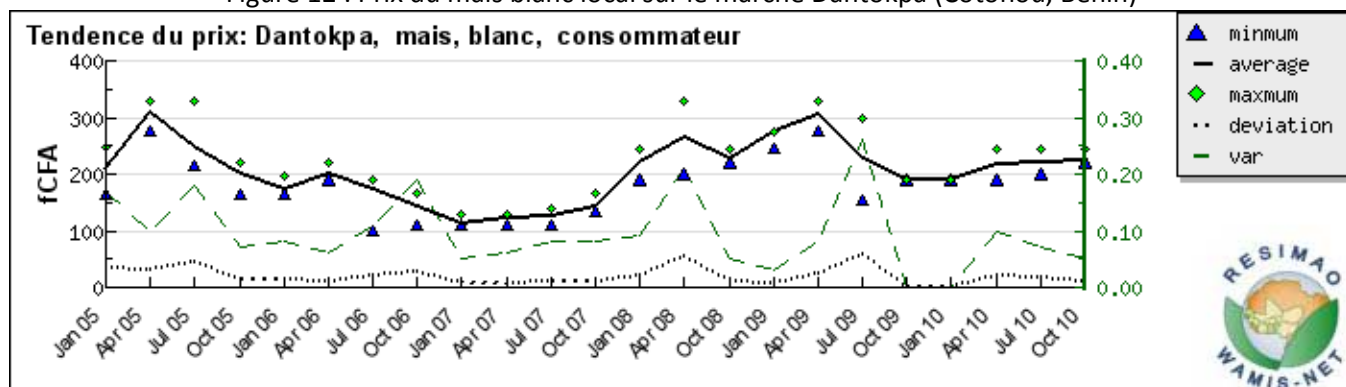


Figure 13 : Prix du sorgho blanc local sur le marché Sankaryaré (Ouagadougou, Burkina Faso)

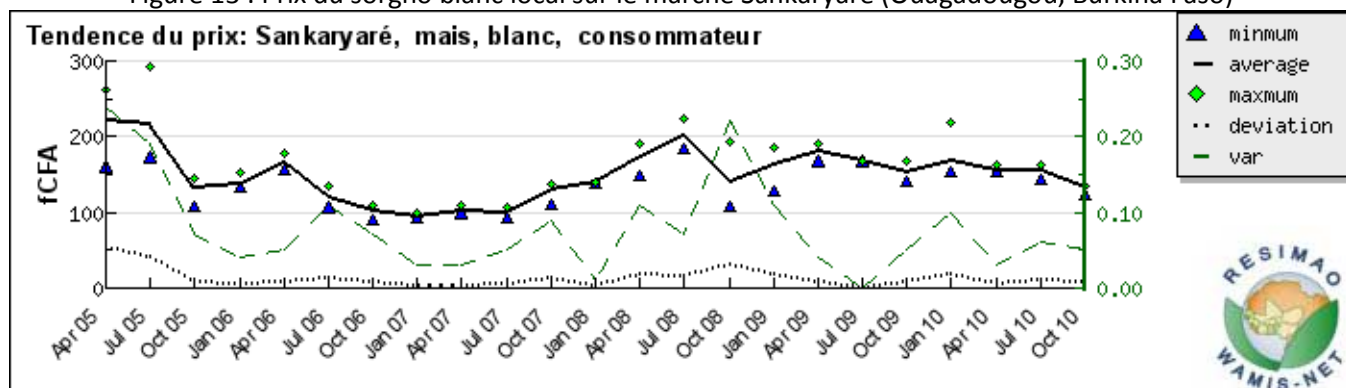


Figure 14 : Prix du sorgho blanc local sur le marché Niénéta (Bobo Dioulasso, Burkina Faso)

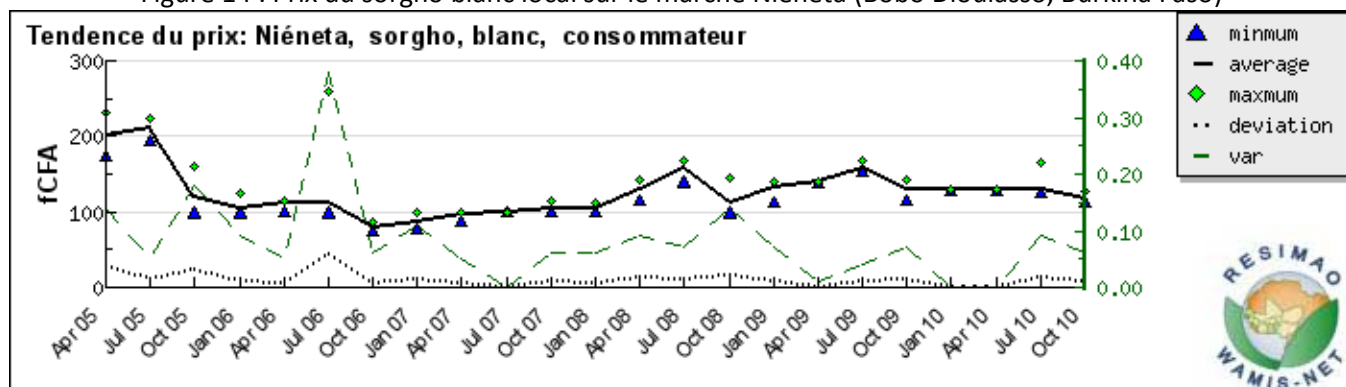


Figure 15 : Prix du manioc frais sur le marché Belleville (Abidjan-Treichville, Côte d'Ivoire)

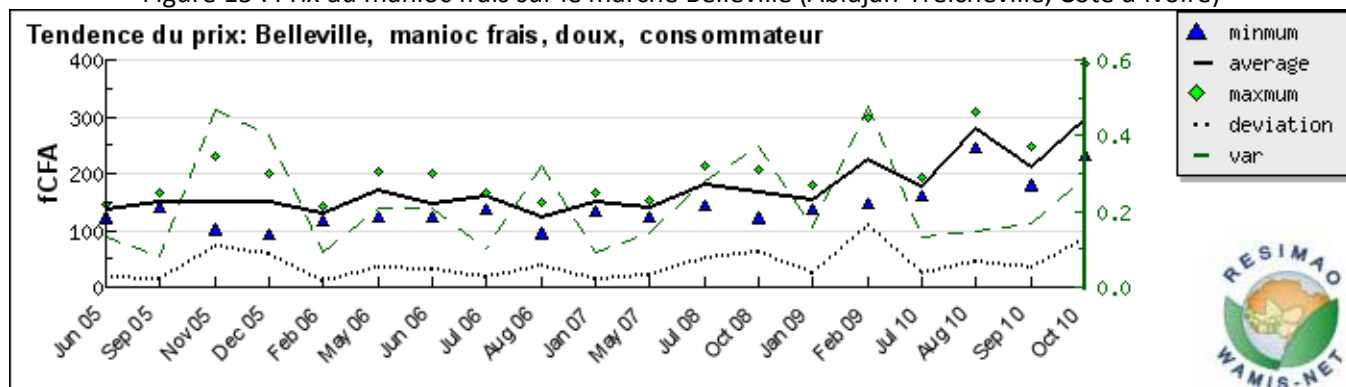


Figure 16 : Prix du riz local sur le marché Madina (Conakry, Guinée)

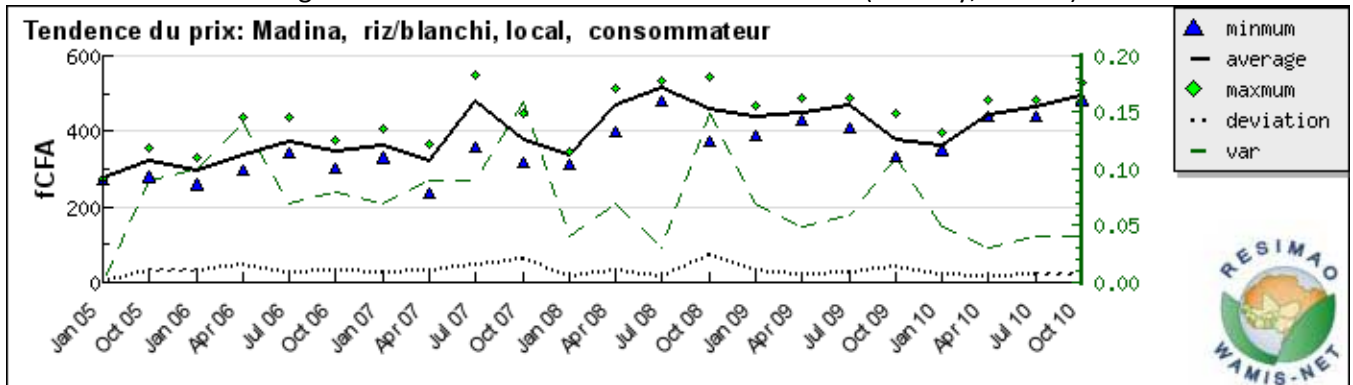


Figure 17 : Prix du riz local sur le marché Niaréla (Bamako, Mali)

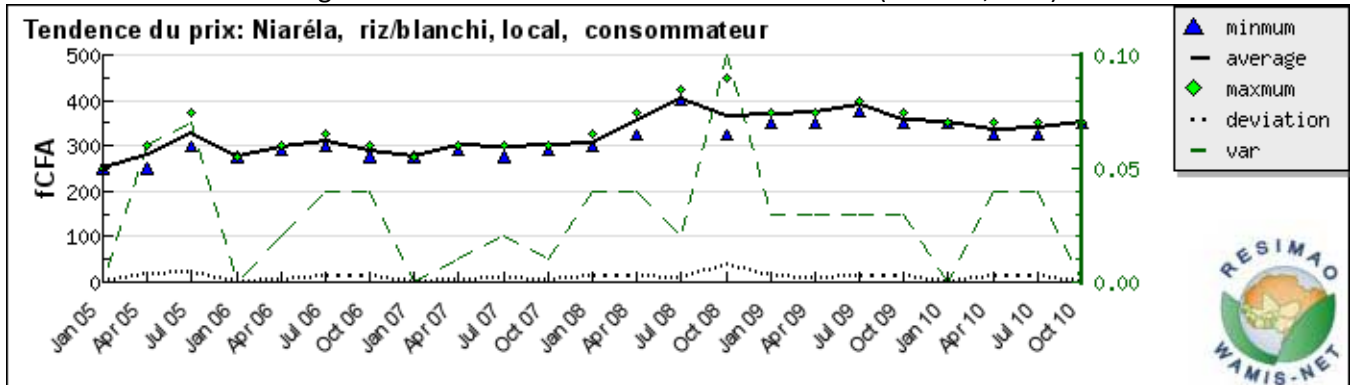


Figure 18 : Prix du sorgho blanc local sur le marché Niaréla (Bamako, Mali)

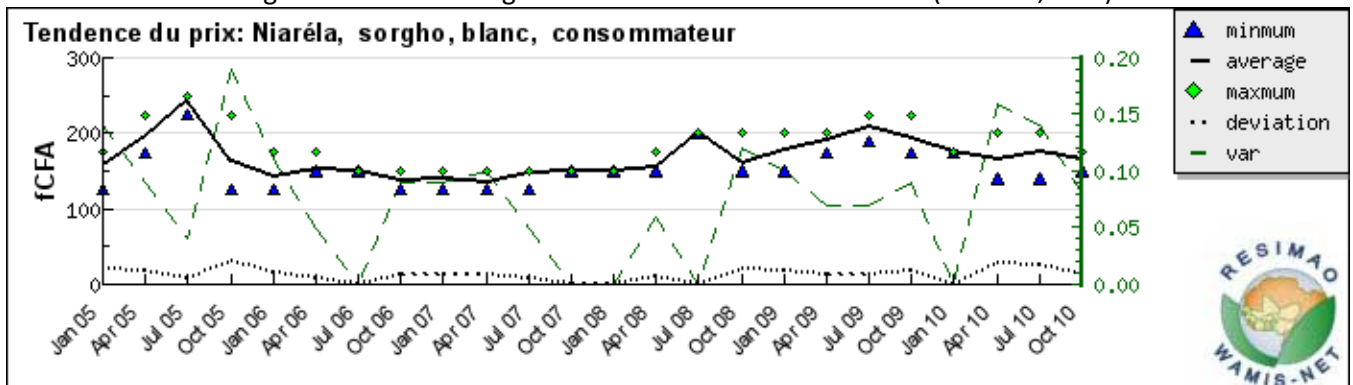


Figure 19 : Prix du sorgho blanc sur le marché Katako (Niamey, Niger)

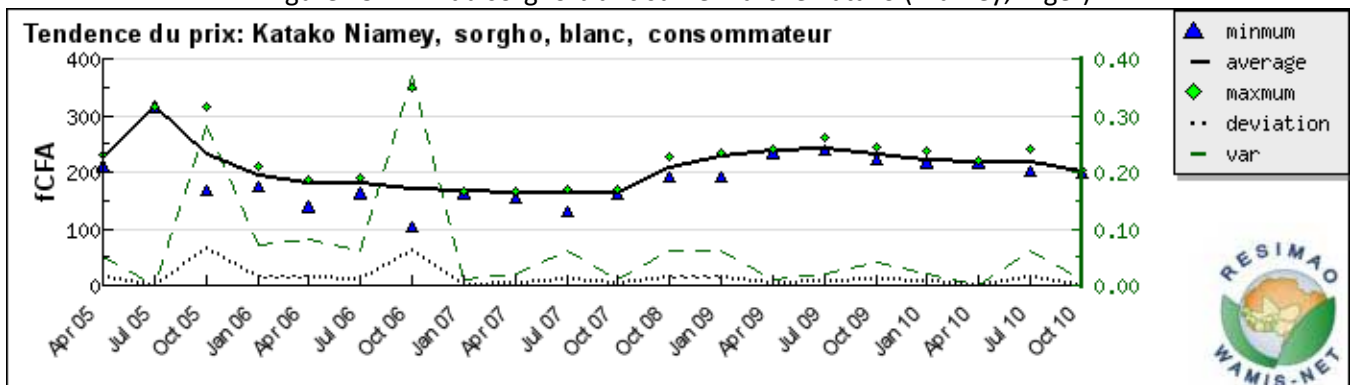


Figure 20 : Prix du mil local sur le marché Tilène (Dakar, Sénégal)

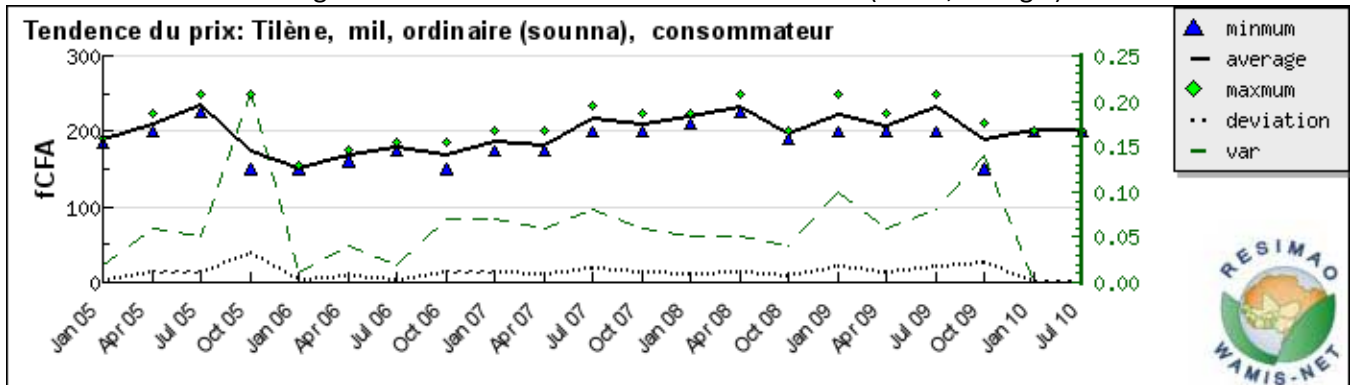


Figure 21 : Prix du coton sur le marché à terme



(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)

Figure 22 : Prix du sucre sur le marché à terme



(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)



Figure 23 : Prix du cacao sur le marché à terme



(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)

Figure 24 : Prix du café arabica sur le marché à terme



(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)

Figure 25 : Prix du soja sur le marché à terme



(actualisation 28 janvier 2011, source Financial Times)

Figure 26 : Prix de l'huile de palme sur le marché à terme

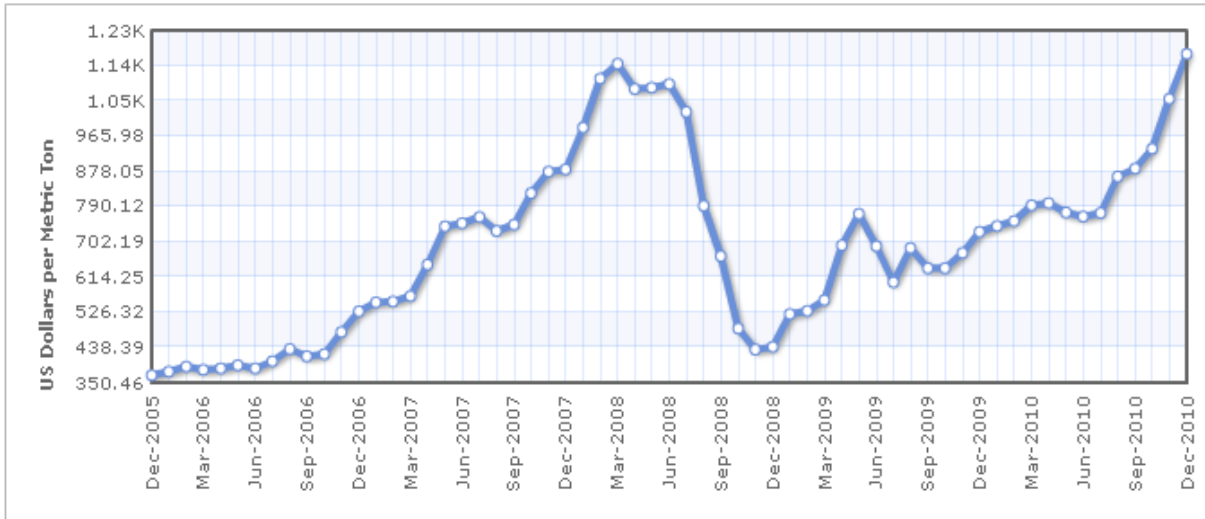


Figure 27 : Prix du pétrole brut sur le marché à terme

